

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Directeur des services pénitentiaires Session : 2023
Epreuve : Economie Date de l'épreuve : 9/03/2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Dans un contexte d'inflation annuelle à près de 6,5% au mois de février 2023, le gouvernement a sollicité au mois de mars un geste auprès des grands distributeurs, tels que Carrefour ou Leclerc, afin qu'ils acceptent un maintien des prix de certains biens qui aura un impact sur leurs marges commerciales. Cette demande vise à limiter la hausse des prix liée aux conséquences de la guerre en Ukraine, portant sur le cours du pétrole et du gaz qui, combinés à la période hivernale, ont eu de fortes répercussions sur les économies française et plus généralement européenne, dont la reprise de l'activité économique post COVID-19 a été entravée.

Cette demande de régulation des prix portée par le gouvernement, qui peut être définie comme une action des pouvoirs publics visant à influencer, voire parfois à agir directement, par affecter la valeur des biens et services échangés sur le marché, est-elle cependant nécessaire ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de rappeler le cadre théorique dans lequel s'inscrit la régulation des prix et les outils à disposition des gouvernements (I) avant de mesurer les avantages et inconvénients de cette pratique qui s'inscrit dans un cadre économique et réglementaire (II).

I) La régulation des prix se fait par une variété d'outils dont l'efficacité est débattue de longue date :

Le recours à la régulation est contesté ou recommandé selon les économistes (A) qui questionnent les moyens à disposition des pouvoirs publics (B).

A) L'opposition entre les économistes classiques et interventionnistes :

La définition classique du marché repose sur cinq éléments principaux : son atomisation, à savoir la présence d'un grand nombre d'acheteurs du côté de l'offre comme de celui de la demande, la transparence de l'information, la libre circulation des biens et des facteurs de production (capital et travail), l'homogénéité des biens et enfin l'absence de barrières à l'entrée et à la sortie. Ces éléments visent à garantir une concurrence pure et parfaite dont l'existence implique pour les économistes classiques une absence d'intervention de l'Etat et pour ceux partisans d'un interventionnisme étatique une régulation nécessaire.

La condition de fonctionnement du marché liée à l'absence d'obstacles pour y entrer ou en sortir comprend les barrières tarifaires qui peuvent se matérialiser par une intervention des pouvoirs publics sur le niveau des prix pouvant créer des inégalités entre les entreprises.

À ce titre, les économistes classiques et en premier lieu Adam Smith sont partisans depuis le 19^{ème} siècle du "laissez faire", reposant sur la réalisation naturelle d'un équilibre entre l'offre et la demande par un ajustement automatique des prix via une "main invisible" composée de l'ensemble des intérêts individuels des agents économiques. Toute intervention de l'Etat implique un risque de distorsion des conditions de fonctionnement du marché et de déséquilibres pouvant à titre d'exemple amener certaines entreprises ou des investisseurs à se retirer en cas de concurrence imparfaite.

A contrario, les économistes partisans d'une intervention étatique, représentés par Keynes, partent du principe que la concurrence pure et parfaite n'est jamais garantie par le marché et doit être corrigée. Ainsi, l'existence d'un marché monopolistique, avec une seule entreprise déterminant librement le prix des biens qu'elle offre, peut être corrigé par l'intervention publique et ainsi favoriser la concurrence qui permettra une diminution des prix.

Ces deux courants de pensée fondent les choix économiques nationaux et le recours plus ou moins fort aux outils de régulation.

B) les moyens à disposition des pouvoirs publics :

Plusieurs moyens coexistent pour réguler les prix, soit de façon directe, soit de façon indirecte.

L'action directe du gouvernement peut tout d'abord se manifester par le fait d'imposer un prix maximal ou minimal à la vente d'un bien ou d'un service. Ainsi, la limitation récente du prix de l'essence à 2€ par litre avec prise en charge du reste à payer par l'État en est une illustration. Le souhait d'influencer les distributeurs pour qu'ils réduisent leurs marges afin de stabiliser les prix à la consommation illustre la possibilité d'agir de façon moins directe.

Le recours au boucher tarifaire en 2022 concernant le gaz et l'électricité a également permis de limiter l'impact de la crise énergétique sur les Français.

L'État dispose également du pouvoir réglementaire qui permet d'introduire certaines pratiques sur les prix pouvant avoir des effets économiques négatifs, tel que la vente à perte, interdite par la loi. La fixité de la base sur certains produits permet via les prix d'influer les comportements (fêtes, Noël).

À l'inverse la nationalisation d'entreprises ou la création d'entreprises publiques, l'État peut également fortement agir sur les prix, notamment sur les marchés monopolistiques comme le transport ferroviaire jusqu'à récemment. Cela lui permet avant tout de tenir compte de l'intérêt général dans l'offre de services (besoins et temps) alors qu'un agent privé rechercherait avant tout la rentabilité à travers des prix plus élevés.

La jurisprudence des juridictions françaises et européennes intervient aussi, dans une moindre mesure, dans la régulation des prix en sanctionnant les pratiques illicites ou abusives.

La régulation des prix passe aussi par l'action des banques centrales, qui ont toutefois une indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et ont pour mission de stabiliser et de garantir le bon fonctionnement des économies.

La banque centrale européenne (BCE), à titre d'exemple, peut ainsi agir sur les taux directeurs, qui définissent le coût des prêts aux banques nationales, à la hausse pour augmenter le coût du crédit et donc limiter l'investissement en capital et en travail des entreprises, impliquant une baisse de la consommation et donc des prix. Cette méthode a été utilisée par la BCE en début d'année 2022 pour limiter le niveau d'inflation alors que les taux directeurs étaient proches de zéro.

À l'inverse, la BCE peut baisser les taux pour diminuer le coût du crédit et faire repartir à la hausse la consommation, à laquelle les prix s'adaptent.

D'autres outils, non conventionnels, sont à disposition des banques centrales, comme l'obligation faite aux banques de réserver plus ou moins, via un "coussin anti-crédit", qui aura des répercussions sur l'offre de crédits et influe les prix.

II) La régulation des prix peut être bénéfique mais intervient sous contrainte :

Il est indispensable de mesurer les éventuels bénéfices ou coûts du recours à la régulation des prix (A) mais aussi de tenir compte du cadre dans lequel cette politique s'inscrit (B).

A) les avantages et les coûts de l'intervention des pouvoirs publics sur les prix :

La régulation des prix peut être justifiée par des impératifs sociaux, budgétaires ou économiques.

D'un point de vue social tout d'abord, la régulation permet, comme c'est le cas en 2022, de protéger les personnes les plus exposées à la hausse des prix - les personnes les plus précaires peuvent en effet basculer dans la pauvreté, surtout lorsque l'inflation concerne les biens de première nécessité. Les barrières tarifaires mises en place pour les entreprises permettent par ailleurs d'éviter que certaines d'entre elles ne trouvent en difficulté et ne soient amenées à fermer. La régulation des prix peut ainsi avoir un effet direct sur le taux de chômage.

A contrario, l'absence d'intervention de l'Etat lors des négociations entre producteurs et distributeurs, qui fixent des prix très bas sur certains biens, a incité les pouvoirs publics à intervenir en aval pour soutenir, à titre d'exemple, les agriculteurs via des aides directes.

D'un point de vue budgétaire, la régulation des prix permet par exemple de limiter les coûts pour l'Etat d'achat de biens, de services, de fournitures, et de minimiser le coût de ses investissements (projets immobiliers). Cela assure un meilleur équilibre des finances publiques, qui supportent à l'inverse le coût de certaines mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des Français : les barrières tarifaires liées au prix du pétrole et du gaz ont ainsi pesé en 2022 à hauteur de 20 Mds € sur les comptes de l'Etat.

Enfin, l'efficacité économique de la régulation repose sur la maîtrise de l'inflation, l'objectif au niveau européen étant de maintenir son taux à 2%, qui permet de soutenir le développement économique de façon vertueuse comme l'ont démontré de nombreuses études empiriques. La hausse contrôlée des prix permet ainsi l'augmentation des bénéfices pour les entreprises, ainsi une hausse des investissements et des besoins en emploi qui permettent à la consommation de progresser et de favoriser les bénéfices en retour.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Dossier des services pénitentiaires Session : 2023

Epreuve : 3) Economie Date de l'épreuve : 9/03/2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Une inflation trop élevée présente un risque de détachement de la consommation si les revenus ne progressent pas de la même façon, menant à une baisse de la consommation et donc à des licenciements.

L'objectif, via la maîtrise de l'inflation, est également de limiter la déflation, qui correspond à une baisse générale des prix entraînant un effet dépressif et donc une baisse de la consommation et des investissements ralentissant le fonctionnement de l'économie.

L'interaction des pouvoirs publics doit être le plus possible contracyclique, pour certains économistes, c'est à dire se limiter en phases de difficultés économiques et être le moins présente possible en phase de croissance.

Le choix a été fait en Europe de lier politique monétaire et politique budgétaire via la régulation des prix. La première, utilisée seule, présente des risques procycliques mais limite la surchauffe de l'économie et la seconde est purement contracyclique.

B) les limites aux leviers existants :

Bien que les difficultés économiques actuelles poussent l'ensemble des Etats à agir plus ou moins sur les prix, leur interaction, et notamment en France, est limitée sur plusieurs plans.

D'un point de vue purement économique, la régulation des prix répétée, comme l'indiquent les économistes désignés, un risque de déséquilibre du marché en évinçant certains acteurs. En ce sens l'action du gouvernement est encadrée par la réglementation européenne qui vise à garantir la libre concurrence sur le marché.

Le droit européen a ainsi une vision extensive pour ne pas que des entreprises nationales puissent être directement ou indirectement analysées par leur pays.

Ainsi, il est interdit en temps normal pour les états membres d'agir directement sur les prix. Certaines aides, notamment à l'investissement, ont également pu être considérées comme illégales par la jurisprudence communautaire.

Toujours d'un point de vue européen, l'indépendance de la BCE vis-à-vis du pouvoir politique limite l'activation de certains leviers.

Enfin, à l'échelle internationale, la régulation des prix sur les biens importés peut avoir des répercussions sur les biens exportés (mesures de rétribution économe en réponse à des produits subventionnés).

L'action des pouvoirs publics peut ainsi aider à réguler l'économie et avoir des effets bénéfiques, mais est soumise à de nombreux risques et contraintes aussi bien institutionnelles qu'économiques.

Ainsi, les difficultés actuelles liées au coût des énergies font état à utiliser et à combiner les leviers existants.

Pour dépasser ces difficultés, une action plus en profondeur sera nécessaire pour rendre les économies européennes moins sujettes à la fluctuation de certains prix et plus résilientes, à travers le développement des énergies vertes notamment, grâce aux différents plans de relance : France relance (100 Mds €) et France 2030 (30 Mds €).

Lined writing paper with horizontal lines and a date box at the bottom right.

.... /

